

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2013/204801]

Sélection comparative de médecins (m/f) (niveau A31), francophones, pour l'Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé (AFG13095)

Une liste de 18 lauréats maximum, valable un an, sera établie après la sélection.

Outre cette liste des lauréats, une liste spécifique des lauréats (qui reste valable quatre ans) présentant un handicap est établie.

Conditions d'admissibilité :

1. Diplômes requis à la date limite d'inscription :

- diplôme de docteur en médecine délivré conformément au décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques ou de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, délivré anciennement et entériné conformément aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

2. Expérience requise à la date limite d'inscription : minimum six ans d'expérience professionnelle pertinente dans le domaine clinique

3. Si vous êtes déjà fonctionnaire fédéral et vous ne travaillez pas pour l'organisme qui recrute, téléchargez une preuve de nomination de niveau A3 (niveau de la sélection) (arrêté de nomination, extrait du *Moniteur belge*, preuve de votre employeur, prestation de serment ou arrêté d'accession) avant la date limite d'inscription et mentionnez l'historique complet de votre expérience professionnelle, emploi actuel inclus. Si vous avez déjà téléchargé votre preuve de nomination dans votre CV en ligne, inutile de répéter à nouveau cette opération.

Vous pouvez poser votre candidature jusqu'au 23 septembre 2013 via www.selor.be

La description de fonction (reprenant le contenu de la fonction, la procédure de sélection,...) est disponible auprès du SELOR (ligne info 0800-505 55) ou via www.selor.be

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2013/204801]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige artsen (m/v) (niveau A31) voor het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten (ANG13118)

Na de selectie wordt een lijst met maximum 18 geslaagden aangelegd, die één jaar geldig blijft.

Naast deze lijst van geslaagden wordt een bijzondere lijst opgesteld (die vier jaar geldig blijft) van de personen met een handicap die geslaagd zijn.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Vereiste diploma's op de uiterste inschrijvingsdatum :

- diploma van arts uitgereikt overeenkomstig het decreet van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap of diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, vroeger afgeleverd en bekrachtigd overeenkomstig de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

2. Vereiste ervaring op de uiterste inschrijvingsdatum : minimum zes jaar relevante professionele ervaring binnen het klinische domein.

3. Als u al federaal ambtenaar bent en nog niet werkt voor de rekruterende instelling, laadt u uw bewijs van benoeming op niveau A3 (niveau van de selectie) (benoemingsbesluit, uittreksel uit het *Belgisch Staatsblad*, bewijs van de werkgever, bevorderingsbesluit of bewijs van eedaflegging) op vóór de uiterste inschrijvingsdatum en vult u uw volledige professionele ervaring in, inclusief uw huidige job. Als dit bewijs van benoeming al werd opgeladen in uw online-CV, moet u dit niet opnieuw doen.

Solliciteren kan tot 23 september 2013 via www.selor.be

De gedetailleerde functiebeschrijving (jobinhoud, selectieprocedure,...) kan u verkrijgen bij SELOR (via de infolijn 0800-505 54) of op www.selor.be

SERVICE PUBLIC FEDERAL BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION ET SERVICE PUBLIC FEDERAL TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

[C - 2013/03232]

19 AOUT 2013. — Circulaire sur les informations relatives au monitoring des activités TIC et des crédits TIC

Aux services publics fédéraux, aux services publics fédéraux de programmation et aux services qui dépendent de l'Etat fédéral (entre autres les organismes d'intérêt public, les institutions publiques de sécurité sociale, les services à gestion séparée, les corps spéciaux),

Madame la Ministre,

Monsieur le Ministre,

Madame la Secrétaire d'Etat,

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

1. Décision du Conseil des Ministres du 5 juillet 2013

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont un des plus grands postes de dépenses dans les dépenses primaires et un levier toujours plus important de l'administration fédérale afin d'offrir à la société d'une manière efficiente un service de qualité et orienté client. Annuellement, l'administration fédérale dépense environ 600 millions d'euros - consolidés - dans des activités TIC.

Le Conseil des Ministres a décidé le 5 juillet 2013, que leurs activités TIC et crédits TIC devaient faire l'objet d'un suivi en vue du double objectif : (1) d'établir un aperçu général des dépenses et activités TIC et (2) de pouvoir identifier et mettre à profit plus rapidement des opportunités de synergies.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUDGET EN BEHEERSCONTROLE EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST INFORMATIE- EN COMMUNICATIETECHNOLOGIE

[C - 2013/03232]

19 AUGUSTUS 2013. — Omzendbrief betreffende informatie inzake de monitoring van de ICT-activiteiten en de ICT-kredieten

Aan de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten en de instellingen die afhangen van de federale Staat (onder andere de instellingen van openbaar nut, de openbare instellingen van de sociale zekerheid, de diensten met afzonderlijk beheer, de bijzondere korpsen),

Mevrouw de Minister,

Mijnheer de Minister,

Mevrouw de Staatssecretaris,

Mijnheer de Staatssecretaris,

1. Beslissing Ministerraad van 5 juli 2013

De informatie- en communicatietechnologie (ICT) is één van de grootste uitgavenposten van de primaire uitgaven en een steeds belangrijker wordende hefboom voor de federale overheid om op een efficiënte manier een klantgerichte en kwaliteitsvolle dienstverlening aan de samenleving te bieden. Jaarlijks wordt - geconsolideerd - om en bij de 600 miljoen euro gespendeerd aan ICT-activiteiten op federaal niveau.

Op 5 juli 2013 heeft de Ministerraad beslist dat hun ICT-activiteiten en de ICT-kredieten moeten worden opgevolgd door een monitoring met als dubbel achterliggend doel: (1) het krijgen van een globaal overzicht op de ICT-uitgaven en -activiteiten en (2) het sneller kunnen identificeren en benutten van opportuniteiten tot synergie.

Le Comité de Suivi TIC (CSTIC) est créé dans ce but dès 2013 au sein du SPF Budget et Contrôle de la Gestion. Le CSTIC est présidé par le Président du comité de direction du SPF Budget et Contrôle de la Gestion (SPF B&CG) et soutenu de manière permanente par le SPF Technologie de l'Information et de la Communication (Fedict). La mission du CSTIC se divise en quatre sous-missions :

- Coordonner le suivi des activités TIC (ceci inclut : les projets TIC, la maintenance corrective et évolutive des applications TIC, la mise en place et la maintenance de l'infrastructure TIC) et le suivi des crédits TIC des organisations de la Fonction publique administrative fédérale et des corps spéciaux;

- Etablir périodiquement l'aperçu de toutes leurs activités TIC, comme décrit ci-dessus;

- Identifier et proposer systématiquement des effets potentiels de synergie et d'amélioration de l'efficacité afin d'obtenir un meilleur return on investment (ROI) et/ou return on value (ROV);

- Proposer un contrôle de la qualité en tant que facteur clé de succès pour certaines activités TIC, lorsqu'un tel contrôle est jugé approprié. Plusieurs indicateurs (concernant le planning, le budget et l'ampleur du projet) seront suivis à cet effet.

Le CSTIC assure un rôle de soutien et chaque service reste responsable de son budget, de sa planification et de l'exécution de ses initiatives TIC.

2. Champ d'application

Le suivi est d'application pour tous les services publics fédéraux, les services publics fédéraux de programmation et les services qui dépendent de l'Etat fédéral (entre autres les organismes d'intérêt public, les institutions publiques de sécurité sociale, les services à gestion séparée, les corps spéciaux).

3. Rapportage

Dans le cadre de l'établissement du budget « J+1 », chaque service qui ressort du champ d'application mentionné ci-dessus, doit remplir les annexes à cette circulaire et les introduire ensemble avec les propositions budgétaires pour l'année « J+1 ». Ces annexes seront intégrées aux circulaires budgétaires. Les annexes sont faites en deux exemplaires, dont un exemplaire en néerlandais et un exemplaire en français. Etant donné que ces annexes font effectivement parties du budget (et du contrôle budgétaire), les directives et le calendrier du budget (et du contrôle budgétaire) doivent également être suivis dans ce cadre-ci.

Chaque Ministre ou Secrétaire d'Etat est responsable du fait que les services qui relèvent de sa compétence complètent correctement les données demandées et transmettent celles-ci au SPF B & CG dans les délais voulus.

4. Données demandées

L'annexe concerne les chiffres clés en matière financière et est structurée selon 10 rubriques. La liste de ces rubriques n'est pas exhaustive et pourrait régulièrement être mise à jour en fonction des évolutions au sein de l'Etat fédéral. Il faut indiquer les nombres par centre de coût, ainsi que les crédits d'engagement et les crédits de liquidation pour l'année « J+1 ». Des remarques éventuelles peuvent être formulées.

1. Personnel :

- i. Agents statutaires TIC (en ETP et en coût du personnel)
- ii. Agents contractuels TIC (en ETP et en coût du personnel)

2. Bureautique :

- i. Coût du matériel (nouveaux PC's, laptops, tablettes, dispositifs mobiles et autre matériel ICT de bureautique, à l'exception des serveurs, coût en termes de valeur d'achat);
- ii. Frais de maintenance du matériel (contrats de maintenance relatifs au matériel);
- iii. Coût des licences (systèmes d'exploitation, outils office, etc.);
- iv. Maintenance des licences (maintenance des licences sur base annuelle).

3. Unified communication (y compris Ip/VoIP-téléphonie, e-mail, vidéoconférence, etc.)

- i. Coût du matériel (nouveaux serveurs de messagerie, coût en termes de valeur d'achat);
- ii. Frais de maintenance du matériel (contrats de maintenance relatifs au matériel);
- iii. Coût des licences (licences relatives aux systèmes de messagerie, y compris les contrats de maintenance);
- iv. Maintenance des licences (maintenance des licences sur base annuelle).

In de schoot van de FOD Budget en Beheerscontrole wordt daartoe vanaf 2013 het ICT Monitoring Comité (ICTMC) opgericht. Het ICTMC wordt voorgezeten door de Voorzitter van het directiecomité van de FOD Budget en Beheerscontrole (FOD B&B) en wordt op permanente basis bijgestaan door de FOD Informatie- en Communicatietechnologie (Fedict). De opdracht van het ICTMC is vierledig :

- Het coördineren van de monitoring van de ICT-activiteiten (waaronder begrepen dient te worden : de ICT-projecten, het correctief en evolutief onderhoud aan ICT-toepassingen, en het opzetten en onderhouden van de ICT-infrastructure) en de monitoring van de ICT-kredieten van de organisaties van de federale administratie;

- Het periodiek opmaken van het overzicht van al hun ICT-activiteiten, zoals hierboven beschreven;

- Het systematisch identificeren en voorstellen van mogelijke synergie-effecten en efficiëntieverbeteringen om aldus een betere return on investment (ROI) en/of return on value (ROV) te realiseren;

- Het voorstellen van kwaliteitsbewaking als kritische succesfactor voor bepaalde ICT-activiteiten, wanneer een dergelijke bewaking als aangewezen wordt beoordeeld. Hiervoor zullen een aantal indicatoren (o.a. betreffende de planning, het budget en de omvang van het project) worden bijgehouden.

Het ICTMC heeft een ondersteunende rol en elke dienst blijft verantwoordelijk voor zijn budget, de planning en de uitvoering van zijn ICT-initiatieven.

2. Toepassingsgebied

De monitoring is van toepassing op alle federale overheidsdiensten, programmatorische federale overheidsdiensten en instellingen die afhangen van de federale Staat, onder andere de instellingen van openbaar nut, de openbare instellingen van de sociale zekerheid, de diensten met afzonderlijk beheer en de bijzondere korpsen.

3. Rapportering

Bij de opmaak van de begroting « J+1 » dient elke dienst die valt onder het bovenstaand toepassingsgebied, de bijlagen bij deze omzendbrief in te vullen en samen in te dienen met de begrotingsvoorstellen voor het jaar « J+1 ». Deze bijlagen zullen geïntegreerd worden in de begrotingsomzendingen. De bijlagen worden opgemaakt in twee exemplaren, waarvan één exemplaar in het Nederlands en één exemplaar in het Frans. Gezien deze bijlagen wezenlijk onderdeel uitmaken van de begroting(scontrole), moeten ook hier de instructies en het tijdschema van de begroting(scontrole) worden gevolgd.

Elke minister of staatssecretaris is ervoor verantwoordelijk dat de diensten die onder zijn of haar bevoegdheid vallen de gevraagde gegevens correct invullen en tijdig overmaken aan de FOD B & B.

4. Gevraagde gegevens

De bijlage betreft de financiële kerncijfers gestructureerd volgens 10 rubrieken. Deze lijst van rubrieken is niet exhaustief en kan op regelmatige tijdstippen naar aanleiding van de begrotingsomzendingen worden geactualiseerd in functie van de evoluties binnen de federale Staat. Per kostenplaats moeten de aantallen worden opgegeven, evenals de vastleggingskredieten en liquiditeiten voor het jaar « J+1 » en is er plaats voor eventuele opmerkingen.

1. Personeel :

- i. Statutaire ICT-medewerkers (in VTE en personeelskost)
- ii. Contractuele ICT-medewerkers (in VTE en personeelskost)

2. Bureautica :

- i. Hardwarekost (nieuwe PC's, laptops, tablets, mobiles en andere ICT bureautica hardware, exclusief servers uitgedrukt, kost in termen van aankoopwaarde);
- ii. Hardware maintenancekost (onderhoudscontracten op hardware);
- iii. Licentiekost (operating systems, office tools enz.);
- iv. Licentiemaintenance (maintenance licenties op jaarbasis).

3. Unified communication (inclusief Ip/VoIP-telefonie, e-mail, videoconferencing, enz.)

- i. Hardwarekosten (nieuwe emailservers, kost in termen van aankoopwaarde);
- ii. Hardware maintenancekost (onderhoudscontracten op hardware);
- iii. Licentiekost (emaillicenties, inclusief onderhoudscontracten);
- iv. Licentiemaintenance (maintenance licenties op jaarbasis).

4. Serveurs, mainframes et storages :

- i. Coût du matériel (nouveau matériel, coût en termes de valeur d'achat);
- ii. Frais de maintenance du matériel (contrats de maintenance relatifs au matériel);
- iii. Coût des licences (systèmes d'exploitation, base de données, autres logiciels systèmes - comme par ex. monitoring, backup/restore, etc. - y compris les contrats de maintenance);
- iv. Maintenance des licences (maintenance des licences sur base annuelle).

5. Projets :

- i. Les projets et/ou développements d'applications, à l'exception du travail en régie.

6. Contrats de régie :

- i. Les contrats de régie et/ou body shopping.

7. Contrats de service :

- i. Software as a service (SaaS), infrastructure as a service (IaaS) et autres contrats de sous-traitance.

8. Coût des centres de données :

- i. Coût des centres de données (les coûts d'hébergement, électricité, refroidissement, etc.), à l'exception des coûts mentionnés ci-dessus

9. Coût des réseaux :

- i. Coût total des réseaux (matériel, licences, lignes, etc.).

10. Autres :

- i. Tous les autres coûts en TIC qui ne relèvent pas des rubriques précédentes.

Ces chiffres clés en matière financière seront complétés par des références vers un document clairement structuré qui décrit de manière narrative et concise les différents projets, investissements et coûts récurrents, chacun dans un paragraphe condensé, de sorte que les liens entre d'une part les montants et d'autre part les projets, les investissements et les coûts récurrents soient clairs. En outre, il faut aussi indiquer dans ce document pour quels projets, quels investissements et quels coûts récurrents le service concerné fera appel à des contrats (groupés ou ouverts) existants (de FORCMS et/ou d'autres services) et/ou quand le service concerné conclura un propre contrat qui sera ouvert à d'autres services (principe du « leading SPF »). Des propositions de synergies éventuelles peuvent également être proposées par le service.

5. Monitoring

Ces annexes et documents seront consolidés par le SPF B & CG et Fedict dans un plan TIC unique, qui permettra d'établir un aperçu général des initiatives et projets TIC pour l'administration fédérale (les services publics fédéraux, les services publics fédéraux de programmation et les services qui dépendent de l'Etat fédéral, entre autres les organismes d'intérêt public, les institutions publiques de sécurité sociale, les services à gestion séparée, les corps spéciaux).

Un reporting régulier des résultats sera effectué auprès des 3 collèges des fonctionnaires dirigeants.

Le CSTIC identifiera les effets de synergies sur base de ce plan TIC et formulera des propositions concrètes afin de pouvoir consolider certains projets TIC, investissements et coûts récurrents en vue de réduire les coûts. Le CSTIC indiquera également les projets pour lesquels un contrôle de la qualité devrait être réalisé.

Les résultats du CSTIC seront repris et discutés pendant les bilatérales budgétaires.

Le Ministre du Budget et de la Simplification administrative,
O. CHASTEL

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique
et à la Modernisation des Services publics,
H. BOGAERT

4. Servers, mainframes en storages :

- i. Hardwarekost (nieuwe hardware, kost in termen van aankoopwaarde);
- ii. Hardware maintenancekost (onderhoudscontracten op hardware);
- iii. Licentiekost (operating systems, database en andere systeemsoftware - zoals bv. monitoring, backup/restore, enz. - inclusief onderhoudscontracten);
- iv. Licentiemaintenance (maintenance licenties op jaarbasis).

5. Projecten :

- i. De projecten en/of toepassingsontwikkeling, exclusief regiewerk.

6. Regiecontracten :

- i. De regiecontracten en/of body shopping.

7. Servicecontracten :

- i. Software as a service (SaaS), infrastructure as a service (IaaS) en andere outsourcingcontracten.

8. Datacenterkost :

- i. Datacenterkost (dus housing, elektriciteit, cooling, enz), exclusief de hierboven vermelde kosten

9. Netwerkkost :

- i. Totale netwerkkost (hardware, licenties, lijnen, enz.).

10. Andere :

- i. Alle andere ICT-kosten die niet zijn thuis te brengen onder de voorgaande rubrieken.

Deze financiële kerncijfers worden aangevuld met verwijzingen naar een duidelijk gestructureerd document dat narratief en bondig elk van de verschillende projecten, investeringen en recurrente kosten beschrijft in een korte paragraaf zodat het duidelijk is welke bedragen van toepassing zijn op welke projecten, investeringen en recurrente kosten. In dit document, wordt ook aangegeven voor welke projecten, investeringen en recurrente kosten de betrokken dienst beroep zal doen op bestaande (gegroepeerde of opengestelde) contracten (van FORCMS en/of van andere diensten) en/of wanneer de betrokken dienst zelf een contract zal afsluiten dat wordt opgesteld voor andere diensten (leading FOD principe). Eventuele eigen synergievoorstellen kunnen door de betrokken dienst eveneens worden vermeld.

5. Monitoring

Deze bijlagen en documenten worden door de FOD B & B en Fedict samengevoegd tot één ICT-plan, dat toelaat om het overzicht te houden van alle ICT-initiatieven en -projecten van de federale overheid. (alle federale overheidsdiensten, programmatorische federale overheidsdiensten en instellingen die afhangen van de federale Staat, onder andere de instellingen van openbaar nut, de openbare instellingen van de sociale zekerheid, de diensten met afzonderlijk beheer en de bijzondere korpsen).

Over de resultaten zal regelmatig gerapporteerd worden aan de 3 colleges van leidende ambtenaren.

Het ICTMC zal op basis van dit ICT-plan synergie-effecten identificeren en concrete voorstellen kunnen formuleren om bepaalde ICT-projecten, investeringen en recurrente kosten samen te brengen met als doel kostenbesparend te zijn. Het ICTMC geeft bovendien de projecten aan, waarvoor een kwaliteitsbewaking zou moeten worden uitgevoerd.

De resultaten van het ICTMC worden meegenomen en besproken tijdens de begrotingbilatérales.

De Minister van Begroting en Administratieve Vereenvoudiging,
O. CHASTEL

De Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken
en Modernisering van de Openbare Diensten,
H. BOGAERT

Annexe xx: Coûts ICT Budget 2014 (1) - NOM DE L'ADMINISTRATION

	Nombre	Engagements 2014	Liquidations 2014	Remarques
<u>Personnel</u>				
Nombre de membres du personnel (voir plan de personnel)				
Coût total du personnel (selon plan de personnel)				
<u>Bureautique</u>				
Coût du matériel				
Frais de maintenance du matériel				
Coût des licences				
Maintenance des licences				
<u>Unified communication</u>				
Coût du matériel				
Frais de maintenance du matériel				
Coût des licences				
Maintenance des licences				
<u>Servers, Mainframes & Storages</u>				
Coût du matériel				
Frais de maintenance du matériel				
Coût des licences				
Maintenance des licences				
<u>Projets</u>				
<u>Contrats en régie</u>				
<u>Contrats de service</u>				
<u>Coût des centres de données</u>				
<u>Coût des réseaux</u>				
<u>Autres</u>				
<u>TOTAL</u>				

(1): N'UTILISER QUE LA VERSION ÉLECTRONIQUE DE L'ANNEXE! Remarques dans les champs comme fil conducteur. En cas de questions, contactez Jan Deprest - Fedict

Bijlage xx: ICT Kostenplaatsen begroting 2014 ⁽¹⁾ - NAAM VAN ADMINISTRATIE				
	Aantal	Vastleggingen 2014	Verreffeningen 2014	Opmerkingen
<u>Personeel</u>				
Aantal Personeelsleden (zie personeelsplan)				
Totale personeelskost (volgens personeelsplan)				
<u>Bureautica</u>				
Hardwarekost				
Hardware maintenancekost				
Licentiekost				
Licentiemaintenance				
<u>Unified communication</u>				
Hardwarekost				
Hardware maintenancekost				
Licentiekost				
Licentiemaintenance				
<u>Servers, Mainframes & Storages</u>				
Hardwarekost				
Hardware maintenancekost				
Licentiekost				
Licentiemaintenance				
<u>Projecten</u>				
<u>Regiecontracten</u>				
<u>Servicecontracten</u>				
<u>Datacenterkost</u>				
<u>Netwerkkost</u>				
<u>Andere</u>				
<u>TOTAAL</u>				

(¹): ENKEL-ELECTRONISCHE VERSIE VAN BIJLAGE GEBRUIKEN! Opmerkingen bij velden als leidraad. Indien vragen: contacteer Jan Deprest - Fedict